



**LA CGT alerte : Les salariés d'Altifort  
SFMI Tarbes ne doivent pas être de  
nouvelles victimes  
de ces patrons voyous !**



Les salariés d'Altifort, soutenus par l'Union Départementale CGT, ont été reçus ce jour en préfecture en présence de Monsieur Marc GLITA délégué interministériel aux restructurations industrielles.

S'ils sont rentrés en réunion décidés à porter auprès de l'état de nombreuses interrogations, ils en sont ressortis sans avoir obtenu aucune réponse ni même le sentiment véritable qu'il y ait une volonté de les soutenir.

Les forges de Tarbes, forges historiques de GIAT, ont été cédées à Vallourec en 2006. Elles étaient spécialisées dans la fabrication d'obus en acier et aluminium. Ces forges ont été cédées en 2018 à la société Altifort dans le cadre d'un plan de restructuration d'ensemble du groupe Vallourec approuvé par les services de l'Etat et la Présidence de la République.

Le Groupe Altifort engagé dans une politique expansionniste de rachat l'ayant conduit à reprendre une vingtaine d'entreprises dans un temps des plus limités, n'a su créer aucune synergie industrielle.

Pire, les dirigeants se sont livrés à des manœuvres financières ayant conduit, pour ne parler que du site de Tarbes, à une remontée illégale de 2,9 millions d'euros vers la holding gestionnaire du groupe.

Le délégué interministériel a précisé que l'on était clairement confronté à de l'abus de biens sociaux passible de poursuites judiciaires à l'initiative du parquet.

Le qualificatif de patron voyou n'est ni trop fort, ni hors de propos.... il correspond à une REALITE dont pâtissent aujourd'hui les salariés qui ont cru au redressement qui leur était présenté il y a quatorze mois avec l'aval de l'ETAT.

Alors que les salariés sont les seuls à avoir répondu présents, ils sont aujourd'hui confrontés à l'abandon du groupe qui n'aura donné aucune perspective commerciale, contrairement aux promesses avancées, et n'aura engagé aucun investissement sur le site.

Ainsi une entreprise au savoir faire reconnu et apprécié du principal donneur d'ordre (Nexter), intervenant dans un secteur stratégique, celui de la défense nationale, semble aujourd'hui ABANDONNEE des pouvoirs publics.

Aux questions sur le rôle que pourrait jouer Nexter dans la recherche de repreneurs porteurs d'un véritable projet industriel, aucune véritable assurance n'a été donnée en la matière alors même que le directeur de cabinet du Président de la République avait indiqué le contraire dans un courrier transmis au député local Jean Bernard Sempastous.

Et ce n'est pas tout, s'agissant des « compteurs temps » des salariés, dans le cadre de l'accord d'entreprise sur le temps de travail (dont même les services du Ministère du Travail ne retrouvent pas trace !!!) , aucune assurance n'est donnée à des salariés dont certains attendent le paiement de 1 000 heures travaillées, 6 mois de salaires.

A l'escroquerie, le groupe ajoute l'humiliation des travailleurs.

Et l'Etat dans tout cela ? Est-il prêt à accepter ce désastre industriel, faisant peu de cas du savoir faire industriel, et de la vie et de l'avenir de 35 salariés ?

L'absence de réponse des pouvoirs publics face à ces interrogations légitimes n'est pas acceptable.

L'Etat doit assumer ses responsabilités et actionner tous ses leviers pour assurer la permanence à Tarbes de sa forge et de ce savoir faire industriel.

La direction générale de l'armement, le Comité Interministériel de restructuration Industrielle, Nexter doivent tout faire pour faciliter une recherche de repreneurs.

Les salariés et la CGT qui les a toujours accompagnés et soutenus n'acceptent pas la résignation, les Hautes Pyrénées récemment « labellisées » « territoire d'industrie » par le gouvernement n'ont pas vocation à devenir un désert industriel.

Nous ne pouvons nous satisfaire des NON-REPONSES exprimées aujourd'hui par la puissance publique.

Nous allons interpeller l'ensemble des parlementaires et élus de terrains sur notre situation ainsi que la Présidence de la République.

Nous n'acceptons pas que l'avenir de 35 familles soit considéré comme quantité négligeable.

Il est temps que la question industrielle soit prise en main à tous les niveaux de manière volontariste dans les Hautes-Pyrénées et que les logiques financières cessent de prévaloir sur les logiques de développement industriel et humain.

Les salariés ALTIFORT SFMI

L'Union Départementale CGT Hautes Pyrénées